

Madame, Monsieur,

Vous avez exprimé le souhait d'être inscrit sur la liste des enquêteurs sociaux de la Cour d'Appel d'Amiens.

Vous trouverez, ci-joint :

- le dossier à remplir,
- Les textes réglementaires qui déterminent les conditions d'inscription sur la liste de enquêteurs sociaux et le statut de ces derniers.

COUR D'APPEL D'AMIENS

CONSTITUTION DU DOSSIER

Vous trouverez, ci-joint, la trame du dossier de candidature à l'inscription qui doit être scrupuleusement respectée.

Nous attirons votre attention sur la nécessité de remplir très précisément la page 4 et la dernière page qui comporte une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée.

Vous trouverez, en page 3, un rappel des pièces qui doivent être obligatoirement jointes à votre dossier.

Nous appelons votre attention sur le fait que la responsabilité de la constitution du dossier vous incombe et que les services des enquêteurs sociaux des différents parquets du ressort de la Cour d'appel n'interviendront pas pour réclamer les pièces manquantes.

ENVOI OU DÉPÔT DU DOSSIER

Afin de nous permettre d'instruire votre candidature dans les conditions prévues par les textes, votre dossier devra être adressé par courrier ou déposé contre récépissé, avant le 1 mai de chaque année, **au Procureur de la République près le tribunal de grande instance** dans le ressort duquel vous avez votre résidence ou, si vous êtes une personne morale, dans le ressort duquel vous avez votre siège social.

Vous trouverez, ci-dessous mentionnées, les adresses des différents parquets du ressort.

Votre enveloppe devra être libellée de la façon suivante :

**Monsieur le Procureur de la République
Service des enquêteurs sociaux
Tribunal de grande Instance de**

- **TGI AMIENS** 14 rue Robert de LUZARCHES 80000 AMIENS
- **TGI BEAUVAIS** 20 boulevard Saint-Jean 60000 BEAUVAIS
- **TGI COMPIEGNE** 11 rue Henri Seroux 60200 COMPIEGNE
- **TGI SENLIS** 20 allée des soupirs 60300 SENLIS
- **TGI LAON** 43 rue Serurier 02000LAON
- **TGI SAINT-QUENTIN** Place Gracchus Babeuf 02300 Saint-Quentin
- **TGI SOISSONS** 76 rue Saint-Martin 02200 SOISSONS

COUR D'APPEL D'AMIENS

PERSONNES PHYSIQUES

- lettre de motivation
- photocopie de la CNI ou du passeport en cours de validité et, éventuellement, photocopie du titre de séjour (rubrique 1)
- un justificatif de domicile (rubrique 2)
- éventuellement justificatif de votre inscription antérieure (rubrique 3)
- photocopie des diplômes et titres universitaires obtenus et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères (rubrique 4)
- liste des publications et travaux effectués (rubrique 4)
- le cas échéant, la déclaration d'affiliation à l'URSSAF (rubrique 5)
- Option pour le statut de l'auto-entrepreneur (loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'Economie) joindre les justificatifs
- pour les salariés : attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les éventuelles enquêtes
- Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, le décret n°2007-658 du 2 mai 2007 prévoit que le cumul d'une activité accessoire (expertises) avec une activité principale est subordonnée à la délivrance d'une autorisation par l'autorité dont relève l'intéressé.

Pour obtenir cette autorisation, une demande écrite doit être faite à l'autorité compétente. En l'absence de décision expresse écrite contraire dans le délai de réponse d'un mois, l'intéressé est réputé autorisé à exercer l'activité accessoire.

Dans ce cas, l'intéressé joint la copie de sa demande.

(art.25 - 4 de la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et 2 à 6 du décret n°2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers régis par le régime des pensions des établissements industriels de l'Etat).

LISTES DES PIÈCES A PRODUIRE

PERSONNES MORALES

- lettre de candidature motivée du dirigeant + état civil complet
- numéro d'inscription (Siret, Siren),
- copie du récépissé délivré par l'autorité préfectorale pour les associations
- fiche détaillée des activités de la personne morale
- liste des publications et travaux effectués,
- justifications qu'elle dispose des moyens techniques et des personnels qualifiés appropriés: fournir les diplômes de chaque enquêteur exerçant pour la personne morale
- justification de la domiciliation dans le ressort de la cour d'appel des personnes habilitées à effectuer les enquêtes
- production de ses statuts.

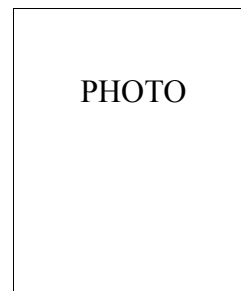
COUR D'APPEL D'AMIENS

**DEMANDE D'INSCRIPTION
SUR LA LISTE
DES ENQUÊTEURS SOCIAUX 2020**

Décret n°2004-1158 du 29 octobre 2004 portant réforme de la procédure en matière familiale
Décret n°2009-285 du 12 mars 2009 modifié relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile
Arrêté du 12 mars 2009 pris en application du Décret n°2009-285 du décret du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales en matière civile

* 1ère demande : OUI
 NON (préciser les années des précédentes demandes)

.....



1. IDENTITÉ DU CANDIDAT

Nom.....
(pour les femmes mariées, nom patronymique suivi du nom d'épouse)

Prénoms.....

Date de Naissance..... Département ou Pays.....

Lieu de Naissance.....

Nationalité.....

Situation de famille : célibataire marié(e) ou autre

Nom du conjoint.....

Profession du conjoint.....

(joindre copies du livret de famille, de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour).

2. ADRESSES DU CANDIDAT

* Lieu d'exercice de l'activité d'enquêteur social:

.....

n° de tél :

n° fax:

n° portable:

adresse e-mail :

* Domicile personnel

.....

n° tél

MERCI DE REMPLIR LES MENTIONS SUIVANTES QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES ENQUÊTEURS SOCIAUX EN CAS D'INSCRIPTION :

Nom.....

Prénoms.....

* Lieu d'exercice de l'activité d'enquêteur social :

.....

.....

n° de tél :

n° fax:

n° portable:

adresse e-mail :

3. - LES DIPLÔMES, TITRES UNIVERSITAIRES OBTENUS (*)

(Joindre la photocopie des diplômes, leur équivalence et, le cas échéant, leur traduction s'ils ont été délivrés par des institutions étrangères).

- DIPLÔME MÉDIATION FAMILIALE OU EXPÉRIENCE DE LA MÉDIATION FAMILIALE (*)
- LES PUBLICATIONS ET/OU COMMUNICATIONS EFFECTUÉES (*)
- LANGUES ÉTRANGÈRES PARLÉES- LANGUE DES SIGNES
- PERMIS DE CONDUIRE

4. ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ACTUELLE ET PRINCIPALE (*)

* Détailler la nature des activités pour mettre en évidence le lien avec la spécialité demandée,

* Pour les salariés joindre une attestation de l'employeur autorisant le candidat à effectuer les enquêtes pendant son temps de travail,

4 -a Pour son compte personnel (précisez, le cas échéant, le numéro d'affiliation à l'URSSAF)

.....

4 -b Pour un ou des employeurs (préciser le nom, l'adresse et la date d'embauche: s'il s'agit d'une société ou autre personne morale, joindre un K BIS et le N° d'inscription SIRET/SIREN, le récépissé de l'autorité préfectorale. Joindre un K BIS s'ils'agit de votre propre société

.....

4-c Pour les fonctionnaires, les agents non titulaires de droit public et les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, **joindre** l'autorisation de cumul d'une activité accessoire délivrée par l'autorité dont vous relevez. Pour obtenir cette autorisation, vous devrez avoir fait une demande écrite à l'autorité compétente. En l'absence de décision expresse écrite contraire dans le délai de réponse d'un mois, vous êtes réputé autorisé à exercer l'activité accessoire.

Dans ce cas, vous joindrez copie de votre demande. (art.25 - 4 de la loi n°2007-148 du 2 février 2007 de modernisation de la fonction publique et art. 2 à 6 du décret n°2007-658 du 2 mai 2007 relatif au cumul d'activités des fonctionnaires, des agents non titulaires de droit public et des ouvriers des établissements industriels de l'Etat.

.....

4-d Option pour le statut de l'auto-entrepreneur (loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'Economie).

.....

5. AUTRES ACTIVITÉS EXERCÉES PAR LE CANDIDAT, LES DÉCRIRE (*)

(enseignement, activités de formation, mandat associatif, autres, ... :

.....

COUR D'APPEL D'AMIENS

6. LISTE DES FONCTIONS ANTÉRIEURES (*)

6 -a Pour son compte personnel :

6 -b Pour un ou des employeurs (préciser lesquels, leurs adresses et les périodes d'emploi)

7. INDICATION DES MOYENS ET DES INSTALLATIONS DONT LE CANDIDAT PEUT DISPOSER POUR L'EXERCICE DE SA PROFESSION (*)

8. INSCRIPTION ANTÉRIEURE

8 -a Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste de la cour d'appel d'Amiens:

OUI NON

Si oui précisez :

- la date d'inscription :
 - Le cas échéant, la date du retrait ou de la radiation :
- (joindre une copie de la décision)

8 -b Antérieurement inscrit comme enquêteur social sur la liste d'une autre cour d'appel:

OUI NON

Si oui précisez :

- la date d'inscription :
 - la Cour d'appel concernée :
 - Le cas échéant, la date du retrait ou de la radiation :
- (joindre une copie de la décision)

9 . EXPÉRIENCE D'ENQUÊTEUR SOCIAL(*)

Nombre d'enquêtes effectuées à la demande d'une juridiction :

9 -a Pour son compte personnel:.....

9 -b Pour le compte d'une association (précisez laquelle):.....

Bien vouloir préciser la nature de la juridiction et joindre la liste des affaires en indiquant la date de la mission et le numéro d'identification de la procédure (répertoire civil ou numéro du parquet) et le nom du mandataire: **remplir l'imprimé "état des enquêtes sociales"**.

(*) Ce document est une trame à suivre. Le cas échéant, constituer des sous-côtes

DÉCLARATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné(e) certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus mentionnés et m'engage à porter à la connaissance du Procureur Général de la Cour d'Appel d'Amiens, Service des Experts et des Enquêteurs sociaux, 14 rue Robert de LUZARCHES 80027, toutes modifications susceptibles d'intervenir dans ma situation.

En outre :

- j'affirme n'avoir été ni l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité ou aux bonnes mœurs, ni l'auteur de faits de même nature ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, de radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation,
- j'affirme ne pas avoir été frappé de faillite personnelle ou d'une autre sanction, en application du titre V du livre VI du Code de Commerce,
- j'affirme remplir les conditions d'inscription telles qu'elles sont définies à l'article 2 du décret n°2009-285 du 12 mars 2009 relatif aux enquêteurs sociaux et à la tarification des enquêtes sociales,
- et m'engage à répondre aux sollicitations des juridictions, à accomplir ma mission d'enquêteur social avec diligence et à réaliser moi-même les enquêtes qui me seront confiées.

Fait à, le.....

Signature